

inévitables. Mais dans l'immédiat, le SR peut vivoter tant bien que mal. D'autant plus que la nouvelle orientation (« démocratique ») de l'ex-GP la prémunit contre la folie furieuse. Le SR constitue donc un obstacle avec lequel il faut compter. N'oublions pas que dans le rapport de forces actuel entre les marxistes révolutionnaires et les bureaucrates, nous avons besoin de la force d'impact du mouvement de la petite bourgeoisie. Nous ne pouvons nous couper radicalement d'elle. Nous ne devons pas a fortiori lui abandonner l'initiative politique.

Les directions de villes doivent étudier très sérieusement le problème de la « neutralisation » politique du SR, surtout à l'université. Nationalement, nous devons poursuivre la politique de « relativisation » jusqu'à ce que le développement de la crise interne pose le problème de la réorganisation de la lutte anti-répressive. La solution organisationnelle de notre tâche politique permanente de lutte contre la répression est, à terme, le cartel d'organisations

- 1) sous sa forme directe : mobilisation anti-fasciste
- 2) sous la forme de comités ad hoc : comité unitaire contre l'expulsion de l'étudiant palestinien à Lille
- 3) sous la forme des structures de mobilisation de masse du milieu : comités de grève lycéens pour la libération de Guiot.

Ce cartel doit, autant que possible, regrouper toute l'extrême gauche. Nous devons notamment imposer à LO et à l'AJS qu'ils participent à la lutte contre la répression.

4) La politique d'unité et d'unification

Nous reviendrons ailleurs, dans le détail, sur nos perspectives d'unité et d'unification. Il convient en effet de faire le point sur l'évolution des groupes d'extrême gauche depuis un an. Nous nous bornerons ici à tirer les premières conclusions de notre pratique unitaire.

a) La politique d'unité.

La perspective de dégagement d'un axe LC-PSU-LO-UNIR, susceptible d'impulser des campagnes unitaires, captant toute la force de l'extrême gauche, nous semble profondément juste. Il existe entre ces organisations un accord minimal ~~sur~~ l'appréciation politique de la période qui permet leur alliance face à l'Etat bourgeois, aux bureaucraties et à l'ultra-gauchisme.

Mais dire qu'un axe politique LC-PSU-LO est souhaitable et possible ne signifie évidemment pas qu'il est facile à mettre en place, ni encore moins que son succès est assuré. En ce domaine plus qu'en tout autre, il faut se garder de juger une politique sur ses résultats à court terme. Une politique unitaire juste ne se traduit pas nécessairement par des résultats spectaculaires immédiats. Les obstacles qu'elle doit surmonter ne sont pas de ceux qu'on maîtrise en trois semaines. Il y faut presque toujours plusieurs mois, voire années. Aussi faut-il rompre avec l'attitude qui consiste à crier à l'échec à chaque incident de parcours. De tels « échecs » parsèment la route de toute politique unitaire. Précisément parce que toute politique unitaire met en relation des forces qui ont des orientations et des intérêts politiques communs, mais également des intérêts et des orientations divergents, voire opposés. S'il doit y avoir remise en cause de notre politique unitaire, c'est au niveau des prémisses qui la fondent (BI N°2), quelle doit s'exprimer. Ces prémisses nous semblent justes. Pour les deux années à venir, la ligne directrice de notre politique unitaire doit bel et bien demeurer le dégagement d'un axe LC-PSU-LO.

Cette année, ce dégagement s'est heurté à deux obstacles :

Le premier obstacle, relativement mineur, c'est la volonté du PSU d'introduire chaque fois les groupes maoïstes comme contrepoids à la Ligue. L'axe politique qui intéresse le PSU n'est pas l'axe LC-PSU-LO, mais

l'axe LC-PSU-maos. Et ceci d'autant plus qu'une aile maoïste se développe au sein du PSU. Nous disons que cet obstacle est mineur, dans la mesure où les dirigeants PSU sont toutefois disposés à accepter un cadre politique contraignant, défavorable au mao-spontanéisme. Par ailleurs, soucieux avant tout de valoriser leur fond de commerce, ils sont prêts à jouer sur tous les tableaux, variant sans problème les formules unitaires, (PSU-LO-LC : campagnes électorales ; PSU-LO : comités d'usagers ; PSU-LC : campagne armée, etc...), il ne tient qu'à nous d'imposer la variante la plus favorable.

Le second obstacle, autrement préoccupant, a été notre propre incapacité à mettre pratiquement en œuvre l'axe PSU-LO-LC. Un tel axe politique ne peut se constituer qu'à partir des campagnes ouvrières. Il ne faut évidemment compter ni sur LO (économisme), ni sur le PSU (inconsistance) pour promouvoir ces campagnes. Seule la Ligue peut les « dynamiser ». Notre incapacité à impulser ce type de campagne à l'automne 1970 rend compte du piétinement de l'axe LC-LO-PSU-UNIR. Mieux ! combinée à nos illusions persistantes d'hégémonie possible sur le mouvement petit bourgeois, elle rend compte de l'importance relative prise par la lutte contre la répression. Parce que nous ne parvenions pas à donner consistance à l'axe LC-LO-PSU sur les campagnes ouvrières (communément acceptées), nous nous sommes engagés d'abord empiriquement, puis consciemment dans un bloc LC-PSU-Maos spontex (Secours Rouge), en contradiction formelle avec la tactique unitaire définie dans le BI N°2. *Loin de concentrer nos efforts pour dégager l'axe LC-LO-PSU, résolument tourné vers le mouvement ouvrier, nous avons investi nos forces dans une alliance de fait avec les groupements gauchistes (27 mai, ex-VLR, aile maoïste du PSU) au sein d'une organisation (SR), politiquement tournée vers le mouvement de la petite bourgeoisie. L'échec de cette orientation confirme à la fois la justesse politique de nos choix initiaux et explique leurs faibles résultats.*

Il faut revenir à la perspective unitaire définie dans le BI N°2, en comprenant bien qu'une politique d'unité ne se pratique pas dans les textes. Elle impose à l'organisation une série de batailles qui mobilise toutes ses forces. Si l'organisation ne se donne pas les moyens de sa politique unitaire, mieux, si elle change de cap au gré des vents, la tactique unitaire reste largement lettre morte, ses résultats sont décevants, nuls ou négatifs. Ce qu'il faut incriminer alors, ce n'est pas l'orientation définie. C'est la carence des moyens politiques et organisationnels nécessaires à son accomplissement. Il faut garder le cap. Et doter la Ligue des moyens de sa politique.

b) L'unification avec LO

Les remarques ci-dessus s'appliquent à la puissance 10 au processus de fusion avec « Lutte Ouvrière ». Nous n'avons jamais prétendu que LO nous tomberait dans le bec comme un fruit mûr. Nous avons toujours présenté le processus d'unification comme une âpre bataille dans la perspective de la transformation de l'extrême gauche et du dégagement du champ politique.

C'est à dire que ce processus impliquait de notre part, une offensive systématique et centralisée en direction de LO. Cette offensive n'a pas été prise en charge par l'organisation au niveau national, pourtant décisif avec un groupe aussi rigidement centralisé que LO. Depuis la signature du protocole d'accord, la répartition des tâches au niveau central s'est faite de telle façon que plus personne ne dirigeait de manière suivie l'offensive en direction de LO. Quantités d'excellentes occasions de batailles ont été ainsi perdues. Occasions de polémiques politiques (sur la riposte anti-fasciste, sur le mot d'ordre « dissolution des brigades spéciales », sur l'intervention dans certaines luttes...), ou occasions d'initiatives communes (préparation des congrès syndicaux).